

Les comptes publics français en 2014

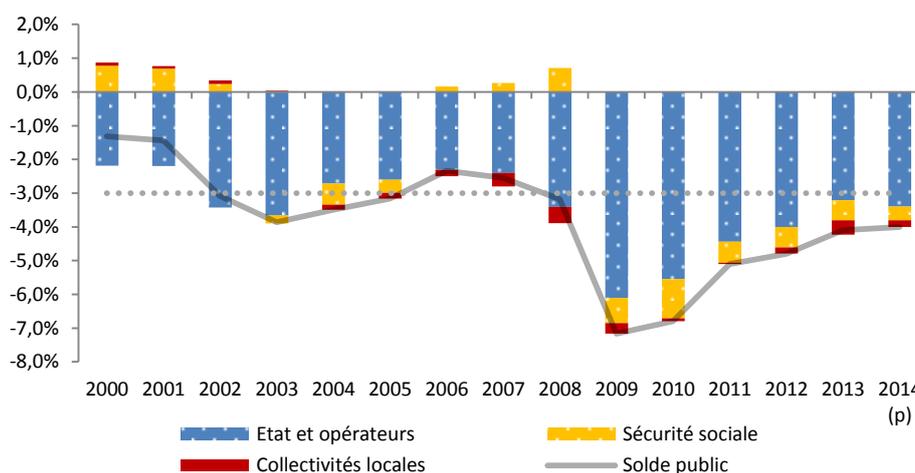
Jeudi 26 mars 2015

L'INSEE a publié ce matin les premiers résultats des comptes publics en 2014. Le présent flash les analyse à quelques semaines de la présentation par la France de son programme de stabilité.

1. Un déficit qui stagne à un niveau élevé...

En 2014, les administrations publiques (Etat, sécurité sociale, collectivités locales) ont connu un **déficit de 85Md€, soit 4,0 % du PIB¹**, contre 4,1 % en 2013. La relative stagnation du déficit par rapport à 2013 repose sur des mouvements de faible ampleur des **recettes publiques** (+ 0,3 point) et de la part des **dépenses** dans la richesse nationale (+ 0,2 point). La faible croissance économique (+ 0,4 %) a pesé sur les premières (+ 1,9 % contre + 3,2 % en 2013), après trois années d'augmentation des prélèvements obligatoires. En dépenses, la **décélération** par rapport à 2013 (+ 1,6 %, contre + 1,8 %) s'appuie sur une chute de l'investissement public (notamment local), une nouvelle baisse (- 1,7 %) des intérêts versés en raison de la baisse des taux et d'une moindre inflation, qui allège la charge sur les titres indexés (voir partie 3) et sur un repli des consommations intermédiaires.

Solde public par administration, en pts de PIB



Source : Afep à partir d'INSEE.

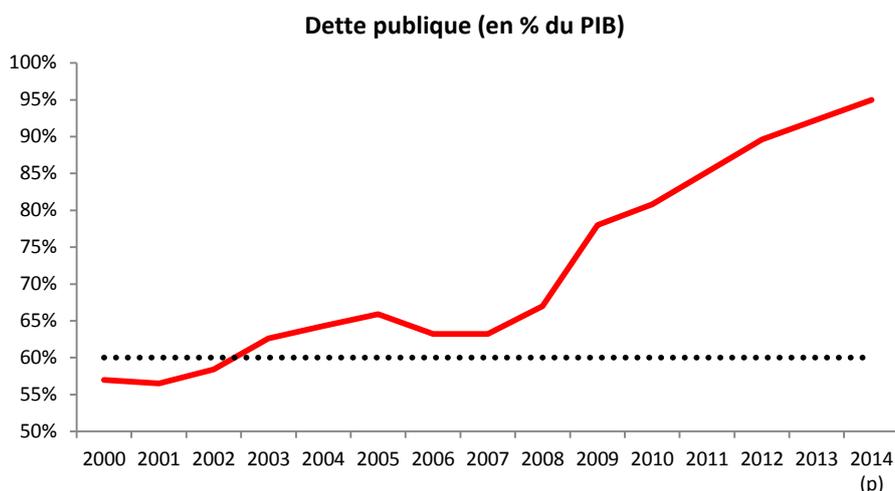
Par **administration**, les résultats font apparaître une légère dégradation du solde de l'Etat et de ses opérateurs, alors que les comptes sociaux stagnent et que ceux des collectivités locales se redressent nettement en lien avec la fin du « cycle électoral ».

2. ... d'où une nouvelle hausse de la dette publique

La **dette publique notifiée² s'élevait à 2038Md€ fin 2014**. Elle a augmenté de 84,4Md€ par rapport à 2013 et atteint désormais 95,0 % du PIB, contre 92,3 % un an plus tôt. La dette publique nette s'est, de son côté, établie à 1 850Md€, soit 86,3 % du PIB (contre 83,5 % fin 2012). La progression de l'endettement s'explique par un niveau de déficit encore supérieur au solde stabilisant la dette (soit le produit de la dette 2013 par la croissance du PIB en valeur en 2014, que l'on peut estimer à - 1,0 % du PIB en 2014).

¹ Comptes nationaux des administrations publiques, année 2014, Informations rapides du 26 mars 2015, INSEE. Les données et les ratios sont susceptibles d'être modifiés à l'occasion de la publication du compte de la Nation le 13 mai prochain.

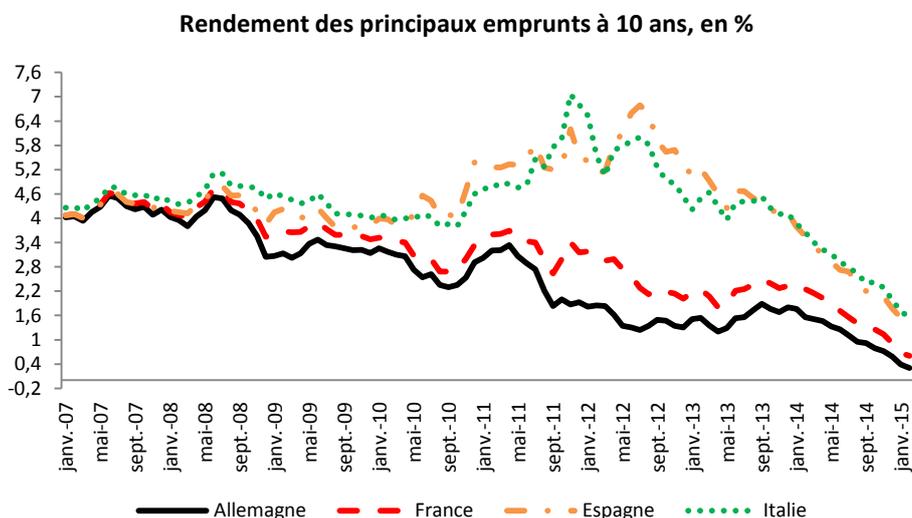
² Dette « brute » (les actifs financiers des administrations publiques ne sont pas soustraits aux passifs) et consolidée (sont exclus du calcul de la dette les éléments de dette d'une administration détenus par une autre administration). La dette « nette » intègre, elle, les actifs des administrations et donne ainsi une vision qui reflète mieux leur patrimoine.



Source : Afep à partir d'INSEE.

3. Taux d'intérêt en 2014, un plus bas historique

Parmi les facteurs ayant permis de contenir la progression de la dépense publique l'an dernier, l'évolution des taux d'intérêt fait figure de symbole. En effet, le **rendement de l'OAT** (Obligation assimilable du Trésor) à 10 ans, qui constitue l'emprunt « phare » du Trésor français, a connu une **baisse historique** tout au long de l'année, passant de 2,38 % en moyenne en janvier à 1,84 % en mai pour finir à **moins de 1 % (0,92 %) en décembre**. Loin d'être isolée, cette chute de rendement a également concerné plusieurs Trésors nationaux, dont l'Allemagne, mais également l'Italie et l'Espagne, ces deux derniers pays voyant - tout comme la France - leur « spread » fortement réduit vis-à-vis du Bund. La cause principale de ce mouvement est **l'abondance de liquidités** et le caractère durablement accommodant de la politique monétaire de la **BCE**, les investisseurs ayant en partie anticipé le programme de « *Quantitative easing* » au fur et à mesure que la désinflation se confirmait en zone euro.



Source : Afep à partir de BCE.

2014, année de l'essoufflement budgétaire ? Telle est la question que l'on peut se poser à la lecture des premiers résultats détaillés fournis par l'INSEE. D'un côté, la hausse de la dépense a poursuivi sa modération, même si elle a en partie bénéficié de facteurs ponctuels (investissement local, charges d'intérêt aux taux artificiellement bas) ; de l'autre, les recettes ont marqué le pas sous l'effet d'une conjoncture économique encore atone et d'une plus faible élasticité des prélèvements à la conjoncture (l'activité « produit » moins de recettes qu'auparavant). Dans ce contexte, le chemin de l'ajustement demeurera difficile dans les années à venir tant il semble acquis qu'une reprise économique ne suffira pas à effacer plusieurs décennies de déficit structurel (voir flash éco du 26 février).